

1985, chapitre 12

LOI SUR LE RÉGIME DE NÉGOCIATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

Projet de loi 37

présenté par M. Michel Clair, président du Conseil du trésor et ministre délégué à l'Administration

Présenté le 2 mai 1985

Principe adopté le 5 juin 1985

Adopté le 19 juin 1985

Sanctionné le 19 juin 1985

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

- 19 juin 1985: aa. 1 à 56, 70 à 91, 93 à 101, annexes A, B, C
G.O., 1985, Partie 2, p. 5122
- 1^{er} août 1985: a. 92 (aa. 111.16 à 111.20 du Code du travail)
G.O., 1985, Partie 2, p. 5122
- 1^{er} août 1985: aa. 57 à 69
G.O., 1985, Partie 2, p. 5307

Loi modifiée:

Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)

Loi remplacée:

Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations des conventions collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux (L.R.Q., chapitre Q-7.1)





CHAPITRE 12

Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic

[Sanctionnée le 19 juin 1985]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

APPLICATION

Application 1. La présente loi s'applique à la négociation et à la conclusion d'une convention collective au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) entre une association de salariés au sens de ce code et une commission scolaire, un collège ou un établissement. Elle s'applique en outre à un organisme gouvernemental mentionné à l'annexe C dans la mesure prévue par le chapitre IV, et à la fonction publique dans la mesure prévue par le chapitre V.

Commission scolaire Une commission scolaire comprend une commission scolaire ainsi qu'une commission scolaire confessionnelle au sens de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) et tout autre organisme similaire désigné par le gouvernement pour l'application de la présente loi.

Collège Un collège désigne un collège au sens de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

Établissement Un établissement comprend un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), un établissement privé conventionné au sens de cette loi et tout

organisme qui fournit des services à un établissement ou à des bénéficiaires conformément à cette loi et est déclaré par le gouvernement être assimilé, pour l'application de la présente loi, à un établissement tel que l'entend la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

CHAPITRE II

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION

SECTION I

CONSTITUTION ET COMPOSITION

- Constitution** **2.** Un organisme est constitué sous le nom de « Institut de recherche et d'information sur la rémunération ».
- Corporation** **3.** L'Institut est une corporation.
- Administration** **4.** Les affaires de l'Institut sont administrées par un conseil d'administration formé d'au plus dix-neuf membres, dont un président et deux vice-présidents.
- Président, vice-présidents** **5.** Le président et les vice-présidents sont nommés par résolution de l'Assemblée nationale adoptée par au moins les deux tiers de ses membres, sur motion du Premier ministre présentée après consultation des groupements d'associations de salariés visés dans l'article 26, des associations de salariés visées dans l'article 27 et des groupements de commissions scolaires, de collèges et d'établissements visés dans les articles 31 et 37 de même que des associations de salariés reconnues ou accréditées suivant les articles 64 à 67 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F.3.1.1).
- Rémunération** Le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail de ces membres.
- Membres** **6.** Les autres membres sont nommés par le gouvernement.
- Choix** Six de ces membres sont choisis parmi les personnes dont les noms apparaissent sur des listes dressées par les associations de salariés et groupements d'associations de salariés visés dans la présente loi et par les associations de salariés reconnues ou accréditées suivant les articles 64 à 67 de la Loi sur la fonction publique.
- Consultation** Six de ces membres sont nommés après consultation des groupements de commissions scolaires, de collèges et d'établissements.

Nomination	<p>Le gouvernement peut, en outre, nommer au plus deux autres membres après consultation des organismes les plus représentatifs des salariés du secteur privé et au plus deux autres membres après consultation des organismes les plus représentatifs des employeurs du secteur privé.</p>
Mandat	<p>7. Le mandat des membres de l'Institut est de trois ans à l'exception de celui du président et des vice-présidents qui sont nommés pour au plus cinq ans. Leurs mandats sont renouvelables.</p>
Fonctions continuées	<p>À l'expiration de leur mandat, les membres de l'Institut demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés à nouveau.</p>
Vacance	<p>8. Une vacance parmi les membres du conseil d'administration est comblée pour la durée non-écoulée du mandat du membre à remplacer, en suivant le mode de nomination de ce dernier.</p>
Allocation de présence	<p>9. Les membres de l'Institut, à l'exception du président et des vice-présidents, ne sont pas rémunérés. Ils ont toutefois droit, dans la mesure et selon les conditions fixées par le gouvernement, à une allocation de présence et au remboursement des frais raisonnables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.</p>
Fonctions du président	<p>10. Le président préside les séances du conseil d'administration, voit à son fonctionnement et assume toutes les autres fonctions qui lui sont assignées par règlement de l'Institut. Il remplit en outre les fonctions de directeur général.</p>
Gestion	<p>Le directeur général est responsable de la gestion et de la direction de l'Institut.</p>
Fonctions des vice-présidents	<p>11. Les vice-présidents exercent les fonctions que détermine le président dans le cadre des règlements de l'Institut.</p>
Absence	<p>12. En cas d'absence ou d'incapacité temporaire du président, le gouvernement désigne un vice-président pour le remplacer durant l'absence ou l'incapacité temporaire.</p>
Siège social	<p>13. L'Institut a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de la situation ou de tout déplacement du siège social est publié à la <i>Gazette officielle du Québec</i>.</p>
Lieu des séances	<p>L'Institut peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.</p>

- Quorum** **14.** Le quorum des séances de l'Institut est de la majorité des membres, dont le président ou, dans le cas prévu par l'article 12, son remplaçant.
- Voix prépondérante** En cas de partage égal des voix, le président dispose d'une voix prépondérante.
- Conflit d'intérêt** **15.** Le président et les vice-présidents ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit leur intérêt personnel et celui de l'Institut.
- Renonciation à l'intérêt** Toutefois cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt leur échoit par succession ou par donation pourvu qu'ils y renoncent ou en disposent avec toute la diligence possible.
- Déclaration de l'intérêt** **16.** Un membre autre que le président ou un vice-président doit révéler par écrit tout conflit d'intérêt au président et s'abstenir de voter sur les décisions du conseil d'administration portant sur un contrat ou un avantage qui peut lui être accordé ou être accordé à une entreprise dans laquelle il est intéressé.
- Authenticité des procès-verbaux** **17.** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration de l'Institut, approuvés par celui-ci et certifiés conformes par le président ou une personne qu'il autorise par écrit à cette fin, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont ainsi certifiés.
- Rémunération** **18.** L'Institut détermine par règlement la rémunération et les autres conditions de travail des membres de son personnel.
- Entrée en vigueur** Ce règlement entre en vigueur à compter de la date de son approbation par le gouvernement.

SECTION II

FONCTIONS

- Fonctions de l'Institut** **19.** L'Institut a pour fonction d'informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés du gouvernement, des commissions scolaires, des collèges et des établissements d'une part et de la rémunération globale des autres salariés québécois de toute catégorie qu'il détermine, d'autre part.
- Pouvoirs** Il peut faire des enquêtes, des études et des analyses sur la rémunération de différents corps d'emplois ou groupes de salariés au Québec.

Rapport de constatations

Il publie, au plus tard le 30 novembre de chaque année, un rapport de ses constatations.

Mandat d'étude ou de recherche

20. Il exécute en outre tout mandat d'étude ou de recherche que définit le conseil d'administration avec le concours des deux tiers des membres qui sont présents à une réunion spécialement convoquée à cette fin.

Emprunt

21. L'Institut ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, contracter un emprunt qui porte à plus de 1 000 000 \$ le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées.

Acquisition d'actions

22. L'Institut ne peut acquérir ou détenir des actions d'une autre corporation, ni exploiter une entreprise, seul ou en collaboration avec une autre personne.

Rapport d'activités

23. L'Institut doit, au plus tard 90 jours après la fin de son année financière, remettre au président de l'Assemblée nationale un rapport de ses activités de l'exercice financier précédent. Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne siège pas, il est déposé dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

Vérification

24. Les livres et comptes de l'Institut sont, chaque année et chaque fois que le décrète le gouvernement, vérifiés par le vérificateur général; le gouvernement peut toutefois désigner un autre vérificateur.

Rapport

Le rapport du vérificateur général ou celui du vérificateur désigné par le gouvernement doit accompagner le rapport d'activités.

CHAPITRE III

CONVENTIONS COLLECTIVES DES SECTEURS DE L'ÉDUCATION ET DES AFFAIRES SOCIALES

SECTION I

DISPOSITION GÉNÉRALE

Négociation

25. Les stipulations d'une convention collective liant une association de salariés et une commission scolaire, un collège ou un établissement, sont négociées et agréées par la partie syndicale et par la partie patronale à l'échelle nationale ou à l'échelle locale ou régionale suivant les dispositions du présent chapitre.

SECTION II

ORGANISATION DES PARTIES

§ 1.—*La partie syndicale*Agent-
négociateur

26. Une association de salariés faisant partie d'un groupement d'associations de salariés négocie et agréée, par l'entremise d'un agent-négociateur nommé par ce groupement, les stipulations visées dans l'article 44.

Groupement
d'associa-
tions de
salariés

Un groupement d'associations de salariés est une union, fédération, confédération, corporation, centrale ou autre organisation à laquelle adhère, appartient ou est affiliée une association de salariés représentant des personnes à l'emploi d'une commission scolaire, d'un collège ou d'un établissement.

Agent-
négociateur

27. Une association de salariés qui ne fait pas partie d'un groupement d'associations de salariés négocie et agréée, par l'entremise d'un agent-négociateur qu'elle nomme, les stipulations visées dans l'article 44 de même que celles visées dans les articles 57 et 58 qui sont applicables aux salariés qu'elle représente.

Association
liée

28. Les stipulations négociées et agréées par un groupement d'associations de salariés lient toute nouvelle association de salariés qui s'affilie à ce groupement pendant la durée des stipulations visées dans l'article 44.

Groupes
distincts

29. Aux fins de la négociation d'une convention collective liant une association de salariés et une commission scolaire ou un collège, les catégories suivantes du personnel forment des groupes distincts:

1° les enseignants des commissions scolaires ou, selon le cas, des collèges;

2° le personnel professionnel non enseignant;

3° le personnel de soutien.

§ 2.—*La partie patronale*

1. Le secteur de l'éducation

Comités

30. Dans le secteur de l'éducation, sont institués:

1° un comité patronal de négociation pour les commissions scolaires pour catholiques, les commissions scolaires confessionnelles catholiques et les corporations de syndicats d'écoles pour catholiques;

2° un comité patronal de négociation pour les commissions scolaires pour protestants, les commissions scolaires confessionnelles protestantes et les corporations de syndicats d'écoles pour protestants;

3° un comité patronal de négociation pour les collèges.

Composition

31. Ces comités se composent de personnes nommées par le ministre de l'Éducation ou, selon le cas, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie et de personnes nommées, selon le cas, par le groupement de commissions scolaires visées dans le paragraphe 1° de l'article 30, le groupement de commissions scolaires visées dans le paragraphe 2° de cet article ou le groupement de collèges.

**Groupe-
ment de
com-
mis-
sions
scolai-
res ou de
collèges**

Un groupement de commissions scolaires ou un groupement de collèges est une association, fédération ou autre organisation dont la majorité des commissions scolaires visées dans le paragraphe 1° de l'article 30 ou des commissions scolaires visées dans le paragraphe 2° de cet article ou des collèges font partie et qui est jugée représentative de ces commissions scolaires ou de ces collèges par le ministre de l'Éducation ou, selon le cas, par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, si elle n'est pas déjà ainsi reconnue par la loi.

**Président et
vice-
président**

32. Dans chacun des comités, les membres désignent un président et un vice-président dont l'un est choisi parmi les membres nommés par le groupement et l'autre parmi les membres nommés par le ministre.

**Modalités
de fonc-
tion-
nement**

Ils conviennent par écrit des modalités de fonctionnement du comité et de la détermination des matières à l'égard desquelles les représentants du groupement ou les représentants du ministre ont une voix prépondérante lors des délibérations du comité.

**Mode de
financement**

De même, ils conviennent du mode de financement du comité, de la durée du mandat des membres et, s'il y a lieu, de leur rémunération ainsi que de celle des agents du comité.

Signature

La signature du président du Conseil du trésor confirme l'engagement du gouvernement à l'égard d'une telle entente.

**Fonction
des comités**

33. Ces comités ont pour fonction, sous l'autorité déléguée par le gouvernement au ministre de l'Éducation ou, selon le cas, au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, de

négociier et agréer les stipulations visées dans l'article 44. À cette fin, ils élaborent les projets de propositions de négociations, requièrent du Conseil du trésor des mandats de négociations et, dans le cadre des mandats que ce dernier détermine, organisent, dirigent et coordonnent les négociations de la partie patronale avec les groupements d'associations de salariés ou, suivant le cas, avec les associations de salariés.

Signature **34.** Les stipulations négociées et agréées par un comité sont signées par le ministre ainsi que par le président et le vice-président du comité.

Organismes liés Elles lient, selon le cas, toutes les commissions scolaires visées dans le paragraphe 1° de l'article 30, toutes les commissions scolaires visées dans le paragraphe 2° de l'article 30 ou tous les collèges.

Commission scolaire Crie et Kativik **35.** Pour la commission scolaire Crie et la commission scolaire Kativik, deux comités patronaux de négociation sont institués.

Composition des comités Ces comités se composent des personnes nommées par le ministre de l'Éducation et par la commission scolaire. Les articles 32 à 34 leur sont applicables en faisant les adaptations nécessaires.

Fonction Ils ont pour fonction de négocier et agréer, compte tenu des articles 597 et 668 de la Loi sur l'instruction publique, les stipulations négociées et agréées suivant les articles 44 à 51 ainsi que celles visées dans les articles 57 et 58 qui sont applicables aux commissions scolaires.

Organismes liés La commission scolaire Crie, la commission scolaire Kativik et les associations de salariés qui représentent les salariés à leur emploi sont liées par les stipulations sur les salaires et échelles de salaires qui sont négociées et agréées à l'échelle nationale et déterminées conformément aux articles 52 à 56.

2. Le secteur des affaires sociales

Institution de comités **36.** Dans le secteur des affaires sociales, sont institués un comité et cinq sous-comités patronaux de négociation.

Comité patronal Le comité patronal de négociation pour le secteur des affaires sociales est composé des présidents et vice-présidents des sous-comités patronaux, des autres membres désignés suivant des modalités agréées par ces derniers ainsi que d'un président.

Sous-comité Chaque sous-comité est composé de personnes nommées par le ministre des Affaires sociales et de personnes nommées par le groupement d'établissement représentatif de l'une ou l'autre des catégories d'établissement suivants:

1° les centres hospitaliers publics;

2° les centres locaux de services communautaires;

3° les centres d'accueil publics;

4° les centres de services sociaux;

5° les établissements privés conventionnés au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Majorité
d'établisse-
ments jugée
représenta-
tive

37. Un groupement d'établissements est une association, union, fédération ou autre organisation dont une majorité d'établissements d'une catégorie font partie et qui est jugée représentative de cette catégorie par le ministre des Affaires sociales si elle n'est pas déjà ainsi reconnue par la loi.

Président et
vice-
président

38. Les membres du comité et les membres de chacun des sous-comités désignent respectivement un président et un vice-président dont l'un est choisi parmi les personnes désignées par les groupements d'établissements et l'autre parmi les personnes désignées par le ministre.

Conventions
écrites

Ils conviennent par écrit des modalités de fonctionnement du comité ou du sous-comité et de la détermination des matières à l'égard desquelles les représentants des groupements ou les représentants du ministre ont une voix prépondérante lors des délibérations du comité ou du sous-comité.

Autres con-
ventions

De même, ils conviennent du mode de financement du comité ou du sous-comité, de la durée du mandat des membres et, s'il y a lieu, de leur rémunération ainsi que de celle des agents du comité ou du sous-comité.

Signature

La signature du président du Conseil du trésor confirme l'engagement du gouvernement à l'égard de telles ententes.

Comité
patronal

39. Le comité patronal de négociation a pour fonction, sous l'autorité déléguée au ministre des Affaires sociales par le gouvernement, de négocier et d'agréer celles des stipulations visées dans l'article 44 que des sous-comités patronaux, avec l'accord des parties syndicales, définissent comme devant faire l'objet de stipulations négociées et agréées pour l'ensemble des établissements ou pour plus d'une catégorie d'établissements.

Sous-comité
patronal

Un sous-comité patronal de négociation a pour fonction, sous l'autorité déléguée au ministre des Affaires sociales par le gouvernement,

de négocier et d'agréer, pour la catégorie d'établissements qu'il représente, les stipulations visées dans l'article 44.

Élaboration
de projets

40. Pour la négociation des stipulations qui sont de leur ressort, le comité patronal et les sous-comités élaborent des projets de propositions de négociation, requièrent du Conseil du trésor des mandats de négociation et, dans le cadre des mandats que ce dernier détermine, organisent, dirigent et coordonnent les négociations de la partie patronale avec les groupements d'associations de salariés ou, suivant le cas, avec les associations de salariés.

Signature
du ministre

41. Les stipulations négociées et agréées par le comité patronal de négociation sont signées par le ministre ainsi que par le président et le vice-président du comité. Elles lient les établissements des catégories en cause.

Signature
du ministre

Les stipulations négociées et agréées par un sous-comité sont signées par le ministre des Affaires sociales de même que par le président et le vice-président du sous-comité. Elles lient les établissements appartenant à la catégorie pour laquelle le sous-comité est institué.

3. Le Conseil du trésor

Pouvoirs

42. Conformément aux orientations déterminées par le gouvernement, le Conseil du trésor:

1° assure le suivi des négociations des stipulations visées dans l'article 44 et, à cette fin, peut déléguer un observateur aux séances de négociations;

2° autorise les mandats de négociations des comités et des sous-comités patronaux dans les matières qu'il juge d'intérêt gouvernemental à l'exception des matières définies comme devant faire l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale suivant les articles 57 et 58;

3° exerce, aux fins des négociations visées dans le paragraphe 1°, les autres pouvoirs que lui confère la loi.

Participa-
tion aux
délibéra-
tions

43. Le Conseil du trésor invite le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, le ministre de l'Éducation ou, suivant le cas, le ministre des Affaires sociales, à participer à ses délibérations lorsqu'elles portent sur les négociations visées dans les articles 44 et 53.

SECTION III

LE MODE DE NÉGOCIATION

§ 1.—*Les stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale*Contenu
d'une con-
vention col-
lective

44. Les stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale portent sur toutes les matières que contient la convention collective à l'exception des matières définies comme devant faire l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale suivant les articles 57 et 58.

Modalités
de discus-
sion

Elles peuvent prévoir, en outre, des modalités de discussion entre les parties pendant la durée de la convention collective dans le but d'aplanir leurs difficultés.

Arrange-
ments négoc-
iés

45. Les stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale peuvent faire l'objet d'arrangements négociés et agréés à l'échelle locale ou régionale conformément à l'article 70.

Médiateur

46. À la demande d'une partie, le ministre du Travail charge un médiateur de tenter de régler un différend sur les matières qui sont objet de stipulation négociée et agréée à l'échelle nationale à l'exception des salaires et échelles de salaires.

Contenu du
différend

Dans le secteur des Affaires sociales, la demande au ministre est faite par un sous-comité patronal de négociation ou par la partie syndicale qui négocie avec ce sous-comité. Le différend que le médiateur ainsi nommé est chargé de régler comprend l'ensemble des matières visées dans l'article 44 qui concernent les établissements que représente le sous-comité, à l'exception des salaires et échelles de salaires.

Défaut
d'entente

47. À défaut d'entente après l'expiration d'une période de 60 jours de la date de sa nomination, le médiateur remet aux parties un rapport contenant ses recommandations sur le différend.

Publicité du
rapport

Ce rapport doit être rendu public à moins qu'une entente intervienne sur le différend.

Prolonga-
tion de
délai

La période prévue par le premier alinéa peut être prolongée avec l'accord des parties.

Procédure
de média-
tion

48. Les parties peuvent convenir d'une procédure de médiation différente de celle prévue par les articles 46 et 47. Elles peuvent notamment avoir recours à un conseil de médiation ou à un groupe d'intérêt public.

Rapport aux parties Un tiers, désigné suivant le premier alinéa, doit faire rapport aux parties de ses recommandations sur le différend dans le délai qu'elles déterminent.

Publicité du rapport Ce rapport doit être rendu public à moins qu'une entente intervienne sur le différend.

Rapport conjoint **49.** En cas de différend sur ce qui est objet de stipulation négociée et agréée à l'échelle nationale, les parties peuvent également s'entendre pour faire conjointement un rapport sur l'objet de leur différend et le rendre public.

Avis au ministre **50.** La personne ou le groupe de personnes qui rend un rapport public suivant l'article 47, 48 ou 49 doit, le même jour, en donner avis écrit au ministre du Travail.

Information Ce dernier informe les parties sans délai de la date où il a reçu cet avis.

Conditions de travail continuées en vigueur **51.** Les conditions de travail prévues par des stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale continuent de s'appliquer, malgré leur expiration, jusqu'à l'entrée en vigueur de nouvelles stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale.

§ 2.—Les salaires et les échelles de salaire

Durée des stipulations d'une convention collective **52.** Les stipulations de la convention collective qui portent sur les salaires et les échelles de salaire sont négociées et agréées à l'échelle nationale pour une période se terminant au plus tard le dernier jour de l'année au cours de laquelle une entente est intervenue à l'échelle nationale sur ces stipulations.

Salaires et échelles de salaire Pour chacune des deux années qui suivent celle où s'appliquent ces stipulations, les salaires et échelles de salaire sont déterminés conformément aux dispositions qui suivent.

Négociation **53.** Après publication par l'Institut du rapport prévu par l'article 19, le Conseil du trésor, en collaboration avec les comités patronaux établis en vertu du présent chapitre, négocie avec les groupements d'associations de salariés ou, selon le cas, les associations de salariés en vue d'en arriver à une entente sur la détermination des salaires et échelles de salaire.

Dépôt d'un projet de règlement **54.** Le président du Conseil du trésor doit déposer devant l'Assemblée nationale, au cours de la deuxième ou de la troisième

semaine de mars de chaque année, un projet de règlement fixant les salaires et échelles de salaire pour l'année en cours.

Publication Si l'Assemblée nationale ne siège pas au cours de la deuxième et de la troisième semaine de mars, le président du Conseil du trésor doit faire publier le projet au cours de ces semaines à la *Gazette officielle du Québec*.

Avis Ce projet est accompagné d'un avis à l'effet qu'il sera soumis au gouvernement pour adoption, avec ou sans modification, au cours de la deuxième ou de la troisième semaine d'avril.

Audition des parties Le projet de règlement ne peut être soumis au gouvernement pour adoption sans que les parties aient été invitées à être entendues devant une commission parlementaire sur son contenu.

Salaires et échelles de salaire **55.** Les salaires et échelles de salaire applicables pour l'année en cours sont ceux prévus par le règlement adopté par le gouvernement lors de la deuxième ou de la troisième semaine d'avril. Ils ne peuvent être inférieurs à ceux de l'année précédente.

Entrée en vigueur Le règlement entre en vigueur à la date de son adoption. Il a effet pour toute l'année en cours. Il est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Effet **56.** Une fois fixés par règlement, les salaires et échelles de salaire font partie de la convention collective et ont le même effet que des stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale.

*§ 3.—Les stipulations négociées et agréées
à l'échelle locale ou régionale*

Personnel de soutien et personnel professionnel **57.** Dans le secteur des affaires sociales et, dans le secteur de l'éducation, à l'égard du personnel de soutien et du personnel professionnel non enseignant des commissions scolaires, les matières sur lesquelles portent les stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale sont celles que définissent les parties à l'occasion de la négociation des stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale.

Personnel enseignant et non enseignant **58.** Dans le secteur de l'éducation, à l'égard du personnel enseignant et, dans le cas des collèges, du personnel professionnel non enseignant, les matières mentionnées à l'annexe A sont l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale.

Autres matières Il en est de même, à l'égard de ces catégories de personnel, de toute autre matière définie par les parties, à l'occasion de leur négociation des stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale.

Effet d'une stipulation	59. Une stipulation portant sur une matière définie comme étant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale a effet tant qu'elle n'est pas modifiée, abrogée ou remplacée par entente entre les parties.
Durée	Elle continue d'avoir effet malgré l'expiration des stipulations de la convention collective qui sont négociées et agréées à l'échelle nationale.
Remplacement, modification ou abrogation d'une stipulation	60. Sur les matières définies comme étant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale, une association de salariés et un employeur peuvent, en tout temps, négocier et agréer le remplacement, la modification, l'addition ou l'abrogation d'une stipulation de la convention collective.
Restriction	Cette négociation ne peut toutefois donner lieu à un différend.
Dépôt d'une entente	61. Une entente prévue par l'article 60 est déposée au greffe du bureau du commissaire général du travail conformément au premier alinéa de l'article 72 du Code du travail. Elle prend effet conformément aux dispositions du deuxième alinéa de cet article.
Restriction	Une telle entente ne peut faire l'objet de négociation avant l'expiration d'une période de deux ans, à moins que les parties ne décident de la modifier avant l'arrivée de ce terme.
Médiateur-arbitre	62. À défaut d'entente sur une matière faisant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale, une partie peut demander au ministre du Travail de nommer un médiateur-arbitre en vue du règlement du désaccord.
Fonctions	63. Le médiateur-arbitre doit tenter d'amener les parties à régler leur désaccord. À cette fin, il rencontre les parties et, en cas de refus de se rendre à une rencontre, leur offre l'occasion de présenter leurs observations.
Désaccord	64. Si un désaccord subsiste après 60 jours de la nomination du médiateur-arbitre, les parties peuvent d'un commun accord demander au médiateur-arbitre de statuer sur ce qui fait l'objet du désaccord. S'il estime alors improbable un règlement entre les parties, le médiateur-arbitre statue sur l'objet du désaccord et en informe les parties.
Décision	Sa décision est réputée être une entente au sens de l'article 60.
Recommandations	65. S'il ne statue pas suivant l'article 64, le médiateur-arbitre fait rapport aux parties de ses recommandations sur l'objet du désaccord.

- Publicité du rapport Il rend ce rapport public dix jours après l'avoir remis aux parties.
- Mode de règlement **66.** Les parties peuvent convenir de tout autre mode de règlement d'un désaccord.
- Stipulation sans effet **67.** Une stipulation négociée et agréée à l'échelle locale ou régionale est sans effet dans la mesure où elle modifie la portée d'une stipulation négociée et agréée à l'échelle nationale ou une stipulation visée dans l'article 56.
- Décision sans effet Il en est de même de toute décision rendue par une personne chargée de statuer sur l'objet d'un désaccord en vertu de l'article 64, de l'article 66 ou du deuxième alinéa de l'article 68.
- Remplacement **68.** Lorsqu'une stipulation cesse d'avoir effet en raison de l'application de l'article 67, les parties négocient en vue de son remplacement.
- Désaccord Si un désaccord sur le remplacement d'une telle stipulation subsiste après 60 jours de la nomination d'un médiateur-arbitre, une partie peut demander à ce dernier de statuer sur ce qui fait l'objet du désaccord.
- Immunité **69.** Sauf sur une question de compétence, une action en vertu de l'article 33 du Code de procédure civile ou un recours extraordinaire au sens de ce code ne peut être exercé, et une mesure provisionnelle ne peut être ordonnée contre le médiateur-arbitre nommé par le ministre en vertu de l'article 62 ou de l'article 68.

§ 4.—*Les arrangements locaux*

- Arrangements relatifs à une stipulation **70.** Dans le secteur des affaires sociales et, dans le secteur de l'éducation, à l'égard du personnel de soutien et à l'égard du personnel professionnel non enseignant des commissions scolaires, les parties peuvent, une fois que la convention collective est entrée en vigueur, convenir à l'échelle locale ou régionale d'arrangements en vue de la mise en oeuvre ou du remplacement d'une stipulation de la convention collective qui a été négociée et agréée à l'échelle nationale sur une matière prévue par l'annexe B et qui est applicable, selon le cas, à l'établissement, à la commission scolaire ou au collège.
- Arrangements relatifs à une stipulation Outre ce qui est prévu au premier alinéa, les parties à une convention collective peuvent également négocier et agréer de tels arrangements dans la mesure où une stipulation négociée et agréée à l'échelle nationale y pourvoit.

- 71.** La négociation d'un arrangement local ne donne lieu à aucun différend.
- 72.** Un arrangement convenu suivant l'article 70 est sans effet dans la mesure où il modifie la portée d'une stipulation négociée et agréée à l'échelle nationale qui n'est pas susceptible de faire l'objet d'un arrangement local.
- 73.** Un arrangement convenu à l'échelle locale ou régionale a effet jusqu'à la date de son remplacement ou, au plus tard, jusqu'à l'entrée en vigueur des nouvelles stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale.
- 74.** Un arrangement convenu à l'échelle locale ou régionale doit être déposé au greffe du bureau du commissaire général du travail conformément au premier alinéa de l'article 72 du Code du travail.

CHAPITRE IV

CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LE SECTEUR DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 75.** Les stipulations d'une convention collective liant une association de salariés et un organisme gouvernemental sont négociées et agréées suivant les dispositions du présent chapitre.
- 76.** Le gouvernement peut retrancher de l'annexe C un organisme qui y figure, y ajouter tout organisme qu'il a retranché ou tout autre organisme. Il peut également ajouter ou retrancher une filiale de tout organisme qu'il désigne.
- 77.** Une association de salariés négocie et agréée, par l'entremise d'un agent-négociateur qu'elle nomme, toutes les stipulations d'une convention collective la liant à un organisme gouvernemental.
- 78.** Avant d'entreprendre avec une association de salariés la négociation d'une convention collective, un organisme gouvernemental soumet au ministre responsable un projet établissant les paramètres généraux d'une politique de rémunération et de conditions de travail.
- Le ministre soumet ce projet pour approbation au Conseil du trésor qui détermine, en collaboration avec celui-ci et l'organisme, les modalités selon lesquelles est assuré le suivi du déroulement des négociations.
- 79.** La politique de rémunération et de conditions de travail approuvée avec ou sans modification par le Conseil du trésor et les

modalités déterminées pour le suivi du déroulement des négociations lient l'organisme qui est tenu de s'y conformer.

Pouvoirs

80. Un organisme gouvernemental négocie, agréé et signe une convention collective dans le cadre défini en application des articles 78 et 79.

CHAPITRE V

CERTAINES STIPULATIONS APPLICABLES À LA FONCTION PUBLIQUE

Dispositions
applicables

81. Les articles 46 à 56 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à une convention collective liant le gouvernement et une association de salariés reconnue ou accréditée en vertu des articles 64 à 67 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1).

CHAPITRE VI

MODIFICATIONS AU CODE DU TRAVAIL

c. C-27, a.
1, mod.

82. L'article 1 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27), modifié par le chapitre 47 des lois de 1984, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion dans le sous-paragraphe 3° du paragraphe *l*, après le mot « conciliateur », des mots « , d'un médiateur et d'un médiateur-arbitre »;

2° par l'insertion dans le sous-paragraphe 3° du paragraphe *l*, après les mots « Office des ressources humaines », des mots « , de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération ».

c. C-27, a.
109.1, mod.

83. L'article 109.1 de ce code est modifié par le remplacement des sous-paragraphe*s* i, ii et iii du paragraphe *c* par les suivants:

« i. qu'une entente ne soit intervenue à cet effet entre les parties, dans la mesure où elle y pourvoit, et que, dans le cas d'un établissement visé à l'article 111.2, cette entente ait été approuvée par le Conseil des services essentiels;

« ii. que, dans un service public, une liste n'ait été transmise ou dans le cas d'un établissement visé à l'article 111.2, n'ait été approuvée en vertu du chapitre V.1, dans la mesure où elle y pourvoit;

« iii. que, dans un service public, un décret n'ait été pris par le gouvernement en vertu de l'article 111.0.24. ».

c. C-27, a.
111.0.8,
mod.
c. C-27, a.
111.0.10,
remp.
Enquête

84. Le quatrième alinéa de l'article 111.0.8 de ce code est abrogé.

85. L'article 111.0.10 de ce code est remplacé par le suivant:

« **111.0.10** Le Conseil peut recourir aux services de personnes pour faire enquête, aider les parties à conclure une entente suivant le chapitre V.1, le conseiller quant à l'évaluation des services prévus à une entente ou à une liste ou pour lui faire rapport sur le maintien de ces services ou l'application d'une ordonnance en vertu de la section IV. ».

c. C-27, a.
111.0.12,
remp.

86. L'article 111.0.12 de ce code, édicté par l'article 6 du chapitre 37 des lois de 1982, est remplacé par le suivant:

Règles
d'une
entente

« **111.0.12** Le Conseil peut, par règlement, établir les règles que doivent suivre les parties dans la conclusion d'une entente ou la détermination d'une liste.

Approbation

Un tel règlement est soumis à l'approbation du gouvernement qui peut le modifier. Il entre en vigueur le jour de son approbation ou à toute date ultérieure qui y est indiquée. Il est publié à la *Gazette officielle du Québec*. ».

c. C-27, a.
111.6,
remp.

87. L'article 111.6 de ce code est remplacé par le suivant:

Négociation
conforme

« **111.6** Une convention collective liant un collège, une commission scolaire ou un établissement visé dans la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (1985, chapitre 12) est négociée et agréée conformément à cette loi.

Expiration

Une telle convention collective expire pour l'application du présent code, à la date d'expiration des stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale.

Effet con-
tinué

Les stipulations d'une telle convention collective qui sont négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale continuent d'avoir effet, malgré l'expiration des stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale, tant qu'elles n'ont pas été modifiées, abrogées ou remplacées par entente entre les parties. ».

c. C-27, a.
111.8, mod.

88. L'article 111.8 de ce code, modifié par l'article 9 du chapitre 37 des lois de 1982, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 3, après le mot « comités », des mots « et sous comités »;

2° par l'insertion à la fin des paragraphes 1, 2 et 3, après le mot « nationale », des mots « à l'exclusion des salaires et échelles de salaires »;

3° par le remplacement des paragraphes 4 et 5 par le suivant:

Transmis-
sion des
propositions
salariales

« 4. Une association de salariés visée dans le paragraphe 1 ou le paragraphe 2 et un comité ou un sous-comité patronal de négociation visé dans le paragraphe 3, doivent transmettre par écrit à l'autre partie leurs propositions sur les salaires et échelles de salaires, dans les trente jours qui suivent la date de publication du rapport de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération prévu par l'article 19 de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic. ».

c. C-27, aa.
111.10 à
111.10.6,
rempl.

89. Les articles 111.10 à 111.10.6 de ce code, édictés par les articles 11 et 12 du chapitre 37 des lois de 1982, sont remplacés par les suivants:

Pourcen-
tage de
salariés à
maintenir
lors d'une
grève

« **111.10** Lors d'une grève dans un établissement, le pourcentage de salariés à maintenir par quart de travail parmi les salariés qui seraient habituellement en fonction lors de cette période est d'au moins:

1° 90% dans un établissement qui dispense les services d'un centre d'accueil ou des soins de longue durée, un établissement spécialisé en psychiatrie, en neurologie ou en cardiologie et un centre hospitalier doté d'un département clinique de psychiatrie ou d'un département de santé communautaire;

2° 80% dans un centre hospitalier de soins de courte durée et un centre de santé non visés dans le paragraphe 1°;

3° 60% dans un centre local de services communautaires autre qu'un centre de santé;

4° 55% dans un centre de services sociaux.

Entente sur
le nombre
de salariés
à maintenir

Dans le cas d'un organisme que le gouvernement a déclaré être assimilé à un établissement en vertu du quatrième alinéa de l'article 1 de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, le nombre de salariés à maintenir est déterminé par entente entre les parties ou, à défaut d'entente, par une liste établie suivant l'article 111.10.3. Cette entente ou cette liste doit être approuvée par le Conseil.

Négociation

« **111.10.1** Les parties doivent négocier le nombre de salariés à maintenir par unité de soins et catégories de services parmi les salariés habituellement affectés à ces unités et catégories de services. Leur entente

doit, en plus de se conformer à l'article 111.10 dans le cas d'un établissement qui y est visé, permettre d'assurer, le cas échéant, le fonctionnement normal des unités de soins intensifs et des unités d'urgence. Elle doit en outre contenir des dispositions permettant d'assurer le libre accès d'un bénéficiaire à l'établissement.

Transmis- sion de l'entente	Cette entente est transmise au Conseil pour approbation.
Information au Conseil	« 111.10.2 Un établissement doit à la demande du Conseil communiquer à ce dernier le nombre de salariés, par unité de négociation, quart de travail, unités de soins et catégorie de services, qui sont habituellement au travail pour la période indiquée dans la demande.
Défaut d'entente	« 111.10.3 À défaut d'une entente, une association accréditée doit transmettre au Conseil pour approbation une liste prévoyant par unité de soins et catégorie de services le nombre de salariés de l'unité de négociation qui sont maintenus en cas de grève.
Liste du nombre de salariés	Parmi les salariés de l'unité de négociation habituellement affectés à une unité ou une catégorie de services de l'établissement, la liste doit prévoir le maintien d'un nombre de salariés au moins égal au pourcentage prévu par les paragraphes 1 ^o à 4 ^o du premier alinéa de l'article 111.10 qui est applicable à l'établissement.
Contenu	La liste doit en outre permettre d'assurer, le cas échéant, le fonctionnement normal des unités de soins intensifs et des unités d'urgence. Elle doit aussi contenir des dispositions permettant d'assurer le libre accès d'un bénéficiaire à l'établissement.
Nullité d'une liste	Une liste qui prévoit un nombre de salariés supérieur au nombre habituellement requis dans le service en cause est nulle et de nul effet.
Évaluation	« 111.10.4 Sur réception d'une entente ou d'une liste, le Conseil évalue la suffisance des services qui y sont prévus à l'aide des critères prévus aux articles 111.10, 111.10.1 et 111.10.3 qui sont applicables.
Désaccord	En cas de désaccord entre les parties il peut, à l'exclusion de toute autre personne, statuer sur la qualification d'un établissement aux fins de l'application des pourcentages prévus par le premier alinéa de l'article 111.10.
Assistance aux séances	Les parties sont tenues d'assister à toute séance où le Conseil les convoque.
Modifica- tion des services	« 111.10.5 Même dans le cas où une liste ou une entente est conforme aux critères prévus aux articles 111.10, 111.10.1 et 111.10.3, le Conseil peut, si la situation particulière de l'établissement lui paraît

le justifier, augmenter ou modifier les services qui y sont prévus avant de l'approuver.

Recommandations

S'il juge les services insuffisants, il peut faire aux parties les recommandations qu'il juge appropriées en vue de la modification de la liste ou de l'entente ou il peut l'approuver avec modification.

Primauté de l'entente

« **111.10.6** Une liste approuvée par le Conseil ne peut être modifiée par la suite sauf sur la demande de ce dernier. Si une entente intervient entre les parties postérieurement au dépôt d'une liste devant le Conseil, l'entente approuvée par le Conseil prévaut.

Approbaton présumée

« **111.10.7** Une liste ou une entente est considérée approuvée telle que déposée si dans les 90 jours de sa réception par le Conseil, ce dernier n'a pas statué sur la suffisance des services qu'elle prévoit.

Modification

Toutefois le Conseil peut, par la suite, modifier le cas échéant une telle liste ou une telle entente afin de la rendre conforme aux dispositions des articles 111.10, 111.10.1 et 111.10.3 qui lui sont applicables.

Dérrogation

« **111.10.8** Nul ne peut déroger aux dispositions d'une entente ou d'une liste approuvée par le Conseil. ».

c. C-27,
a. 111.11,
mod.

90. L'article 111.11 de ce code, édicté par l'article 34 du chapitre 45 des lois de 1984, est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

Avis préalable d'une grève ou d'un lock-out

« **111.11** Une partie ne peut déclarer une grève ou un lock-out à moins qu'il ne se soit écoulé au moins 20 jours depuis la date où le ministre a reçu l'avis prévu à l'article 50 de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic et qu'un avis préalable d'au moins sept jours juridiques francs n'ait été donné par écrit au ministre et à l'autre partie ainsi qu'au Conseil dans le cas d'un établissement, indiquant le moment où elle entend recourir à la grève ou au lock-out.

Délai

Dans le cas où les parties ont conclu une entente sur l'ensemble des stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale à l'exception des salaires et échelles de salaires, le délai de 20 jours à l'issue duquel une grève ou un lock-out peut être déclaré court à compter de la date de cette entente. »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « Cet avis de » par les mots « L'avis de sept jours de ».

c. C-27, aa.
111.12 à
111.15,
remp.

Approbation
préalable

91. Les articles 111.12 à 111.15 de ce code, édictés par les articles 14 et 15 du chapitre 37 des lois de 1982, sont remplacés par les suivants:

« **111.12** Dans le cas d'un établissement, la grève ne peut être déclarée par une association accréditée à moins qu'une entente ou une liste n'ait été approuvée par le Conseil ou qu'elle soit considérée approuvée en vertu de l'article 111.10.7 et que depuis au moins 90 jours cette liste ou cette entente ait été transmise à l'employeur.

Lock-out
interdit

« **111.13** Le lock-out est interdit dans un établissement.

Maintien
des services
essentiels

Malgré une grève appréhendée, un établissement doit dispenser ses services habituels sans modification des normes applicables à l'accès aux services et à leur prestation.

Contraven-
tion

Le Conseil peut en cas de contravention au présent article, exercer les pouvoirs que lui confère la section IV.

Grève et
lock-out
interdits

« **111.14** La grève et le lock-out sont interdits à l'égard d'une matière définie comme faisant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale ou d'arrangements locaux suivant la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic ainsi qu'à l'égard de la détermination des salaires et échelles de salaires prévue par le deuxième alinéa de l'article 52 et par les articles 53 à 55 de cette loi. ».

c. C-27, aa.
111.16 à
111.20, aj.

92. Ce code est modifié par l'addition, après la section III du chapitre V.1, de ce qui suit:

« SECTION IV

« POUVOIRS DE REDRESSEMENT

Enquête

« **111.16** Dans les services publics et les secteurs public et parapublic, le Conseil des services essentiels peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une personne intéressée, faire enquête sur un lock-out, une grève ou un ralentissement d'activités qui contrevient à une disposition de la loi ou au cours duquel les services essentiels prévus à une liste ou une entente ne sont pas rendus.

Rapport sur
l'état de la
situation

Le Conseil peut également tenter d'amener les parties à s'entendre ou charger une personne qu'il désigne de tenter de les amener à s'entendre et de faire rapport sur l'état de la situation.

Ordonnance
du Conseil

« **111.17** S'il estime que le conflit porte préjudice ou est vraisemblablement susceptible de porter préjudice à un service auquel le public a droit ou que les services essentiels prévus à une liste ou

à une entente ne sont pas rendus lors d'une grève, le Conseil peut, après avoir fourni aux parties l'occasion de présenter leurs observations, rendre une ordonnance pour assurer au public un service auquel il a droit, ou exiger le respect de la loi, de la convention collective, d'une entente ou d'une liste sur les services essentiels.

Pouvoirs

Le Conseil peut:

1° enjoindre à toute personne impliquée dans le conflit ou à toute catégorie de ces personnes qu'il détermine de faire ce qui est nécessaire pour se conformer au premier alinéa du présent article ou de s'abstenir de faire ce qui y contrevient;

2° exiger de toute personne impliquée dans le conflit de réparer un acte ou une omission fait en contravention de la loi, d'une entente ou d'une liste;

3° ordonner à une personne ou à un groupe de personnes impliquées dans un conflit, compte tenu du comportement des parties, l'application du mode de réparation qu'il juge le plus approprié, y compris la constitution et les modalités d'administration et d'utilisation d'un fonds au bénéfice des utilisateurs du service auquel il a été porté préjudice;

4° ordonner à toute personne impliquée dans le conflit de faire ou de s'abstenir de faire toute chose qu'il lui paraît raisonnable d'ordonner compte tenu des circonstances dans le but d'assurer le maintien de services au public;

5° ordonner le cas échéant que soit accélérée ou modifiée la procédure de grief et d'arbitrage à la convention collective;

6° ordonner à une partie de faire connaître publiquement son intention de se conformer à l'ordonnance du Conseil.

Action préjudiciable au public

« **111.18** Le Conseil peut, de la même manière, exercer les pouvoirs que lui confèrent les articles 111.16 et 111.17 si, à l'occasion d'un conflit, il estime qu'une action concertée autre qu'une grève ou un ralentissement d'activités porte préjudice ou est susceptible de porter préjudice à un service auquel le public a droit.

Engagement d'une personne

« **111.19** Le Conseil peut, plutôt que de rendre une ordonnance, prendre acte de l'engagement d'une personne d'assurer au public le ou les services auxquels il a droit, de respecter la loi, la convention collective, une entente ou une liste sur les services essentiels.

Non respect de l'engagement

Le non respect de cet engagement est réputé constituer une violation d'une ordonnance du Conseil.

Copie conforme de l'ordonnance

« **111.20** Le Conseil peut déposer une copie conforme d'une ordonnance rendue suivant l'article 111.17 au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district où est situé le service public ou l'organisme en cause.

Dépôt

Le dépôt de l'ordonnance lui confère alors la même force et le même effet que s'il s'agissait d'un jugement émanant de la Cour supérieure. ».

c. C-27, a. 139, mod.

93. L'article 139 de ce Code est modifié par l'insertion dans la quatrième ligne, après le mot « arbitre », des mots « , le Conseil des services essentiels ».

c. C-27, a. 140.1, mod.

94. L'article 140.1 de ce Code est modifié par l'insertion dans la deuxième ligne, après le mot « fait », des mots « ou d'une ordonnance rendue ».

c. C-27, a. 146.2, mod.

95. L'article 146.2 de ce Code est modifié par le remplacement dans les deuxième et troisième lignes des mots « et 111.10 » par les mots « , 111.10, 111.10.1, 111.10.3, 111.10.5 ou 111.10.7 ».

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Ministre responsable

96. Le ministre du Travail est responsable de l'application de la présente loi.

Dispositions continuées en vigueur

97. Les dispositions d'une convention collective en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi ou déposées au greffe du bureau du commissaire du travail en vertu de l'article 8 du chapitre 45 des lois de 1982 continuent de s'appliquer malgré leur expiration, conformément à l'article 51 ou 59 selon le cas.

Constatations de l'Institut

98. Pour l'année 1985, l'Institut peut s'il l'estime indiqué, se limiter, dans les constatations dont il doit faire rapport en vertu de l'article 19, à un exposé des enquêtes, analyses ou études qui sont déjà disponibles et qu'il juge pertinentes.

c. O-7.1, remp.

99. La présente loi remplace la Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux (L.R.Q., chapitre O-7.1).

Renvoi

Dans une loi, un règlement, une ordonnance, un décret, un contrat, une convention collective ou un autre document, un renvoi à cette loi

est censé être un renvoi à la présente loi ou à la disposition équivalente de la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose.

Effet
d'exception

100. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur

101. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement à l'exception des dispositions exclues de cette proclamation lesquelles entreront en vigueur en tout ou en partie à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.

ANNEXE A

LISTE DES MATIÈRES NÉGOCIÉES ET AGRÉÉES
À L'ÉCHELLE LOCALE OU RÉGIONALE
DANS LES SECTEURS DE L'ÉDUCATION

I – SECTEUR DES COLLÈGES

a) À L'ÉGARD DU PERSONNEL ENSEIGNANT

- 1° Reconnaissance des parties locales
- 2° Cotisations syndicales
- 3° Libérations syndicales (sauf les libérations syndicales au plan national)
- 4° Réunion et affichage
- 5° Information (sauf les informations transmises par le Ministère)
- 6° Comité des relations de travail
- 7° Département
- 8° Sélection des professeurs
- 9° Commission pédagogique
- 10° Engagement (sous réserve de la sécurité d'emploi, des priorités d'emploi et de l'acquisition de la permanence)
- 11° Ancienneté (sous réserve du calcul aux fins de la relocalisation)
- 12° Mesures disciplinaires
- 13° Congés pour activités professionnelles et congés sans salaire (sauf ceux prévus pour les congés parentaux et pour une charge publique)
- 14° Modalités de versement du salaire
- 15° Frais de déplacement
- 16° Responsabilité civile
- 17° Perfectionnement (sous réserve des montants alloués et de la distribution du fonds provincial)
- 18° Hygiène et sécurité
- 19° Disponibilité
- 20° Répartition de la charge d'enseignement
- 21° Vacances (sauf le quantum)
- 22° Grief et arbitrage (portant uniquement sur les matières de négociation locale)

- 23° Stationnement
- 24° Caisse d'économie
- 25° Harcèlement sexuel

b) À L'ÉGARD DU PERSONNEL PROFESSIONNEL NON ENSEIGNANT

- 1° Reconnaissance des parties locales
- 2° Cotisations syndicales
- 3° Libérations syndicales (sauf les libérations syndicales au plan national)
- 4° Réunion et affichage
- 5° Information (sauf les informations transmises par le Ministère)
- 6° Comité des relations de travail
- 7° Pratique et responsabilité professionnelle
- 8° Activités éducatives et professionnelles
- 9° Commission pédagogique
- 10° Engagement (sous réserve de la sécurité d'emploi, des priorités d'emploi et de l'acquisition de la permanence)
- 11° Ancienneté (sous réserve du calcul aux fins de la relocalisation)
- 12° Mesures disciplinaires
- 13° Congés pour activités professionnelles et congés sans salaire (sauf ceux prévus pour les congés parentaux et pour une charge publique)
- 14° Modalités de versement du traitement
- 15° Frais de déplacement
- 16° Temps supplémentaire (sauf quanta)
- 17° Formation et perfectionnement local (sous réserve des montants alloués et de la distribution du fonds provincial destiné aux régions éloignées)
- 18° Hygiène et sécurité
- 19° Horaires de travail (sauf les quanta)
- 20° Mutation
- 21° Vacances (sauf les quanta)
- 22° Grief et arbitrage (portant uniquement sur les matières de négociation locale)
- 23° Stationnement
- 24° Caisse d'économie

- 25° Harcèlement sexuel
- 26° Jours fériés (sauf les quanta)
- 27° Travail à forfait
- 28° Responsabilité civile

II — SECTEUR DES COMMISSIONS SCOLAIRES

À L'ÉGARD DU PERSONNEL ENSEIGNANT:

- 1° Reconnaissance des parties locales
- 2° Communication et affichage des avis syndicaux
- 3° Utilisation des locaux de la commission scolaire pour fins syndicales
- 4° Documentation
- 5° Régime syndical
- 6° Délégué syndical
- 7° Déduction des cotisations syndicales ou de leur équivalent
- 8° Mécanismes de participation
- 9° Engagement (sous réserve de la sécurité d'emploi, des priorités d'emploi et de l'acquisition de la permanence)
- 10° Dossier personnel
- 11° Renvoi et non-rengagement
- 12° Démission et bris de contrat
- 13° Réglementation des absences
- 14° Congés sans traitement (sauf ceux prévus pour les congés parentaux, pour une charge publique et pour activités syndicales)
- 15° Congés pour affaires relatives à l'éducation
- 16° Distribution des jours de travail dans le calendrier civil
- 17° Hygiène et sécurité
- 18° Modalités de versement du traitement
- 19° Frais de déplacement
- 20° Procédure d'affectation et de mutation
- 21° Répartition des fonctions et responsabilités entre les enseignants d'une école
- 22° Modalité de distribution des heures de travail
- 23° Suppléance, rencontres collectives et réunions pour rencontrer les parents

- 24° Surveillance de l'accueil et des déplacements non comprise dans la tâche éducative
- 25° Responsabilité civile
- 26° Perfectionnement (sous réserve des montants alloués et du perfectionnement provincial)
- 27° Grief et arbitrage (portant uniquement sur les matières de négociations locales)
- 28° Caisse d'économie

ANNEXE B

LISTE DES MATIÈRES POUVANT FAIRE L'OBJET
D'ARRANGEMENTS CONVENUS
À L'ÉCHELLE LOCALE OU RÉGIONALE

I — SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES

- 1° Règles d'éthique entre les parties
- 2° Reconnaissance syndicale
- 3° Régime syndical
- 4° Retenues syndicales
- 5° Affichage d'avis
- 6° Conditions à respecter lorsque l'employeur convient d'un contrat à forfait
- 7° Dossier du salarié:
 - éléments constitutifs du dossier
 - consultation du dossier par le salarié
- 8° Procédure de griefs
- 9° Procédure d'arbitrage
- 10° Durée et modalités de la période de probation
- 11° Reconnaissance des années d'expérience
- 12° Conditions à respecter lors de fusion de postes
- 13° Poste temporairement dépourvu de son titulaire:
 - définition
 - circonstances requises pour le combler
- 14° Modalités de mise en place de l'équipe volante
- 15° Modalités de déplacement à l'intérieur de l'établissement
- 16° Règles applicables aux salariés lors d'affectation temporaire
- 17° Règles de mutations volontaires à l'intérieur de l'établissement à l'exclusion de celles relatives aux salariés bénéficiant de la sécurité d'emploi et de celles relatives à la rémunération
- 18° Procédure de supplantation
- 19° Aménagement des heures et de la semaine de travail
- 20° Modalités relatives à la prise du temps supplémentaire, au rappel au travail et à la disponibilité, et ce à l'exclusion des taux
- 21° Les congés fériés à l'exclusion du quantum
- 22° Les vacances annuelles à l'exclusion du quantum et de la rémunération

- 23° Octroi et conditions applicables lors de congé sans solde
- 24° Assurance-responsabilité
- 25° Corporations professionnelles
- 26° Pratique et responsabilité professionnelle
- 27° Conditions particulières lors du transport des bénéficiaires
- 28° Perte et destruction de biens personnels
- 29° Activités à l'extérieur de l'établissement avec les bénéficiaires
- 30° Règles à suivre lorsque l'employeur requiert le port d'uniformes
- 31° Vestiaire et salle d'habillage
- 32° Modalités de paiement des salaires
- 33° Établissement d'une caisse d'économie
- 34° Mode de fonctionnement des comités locaux prévus à la convention collective
- 35° Allocations de déplacement à l'exception des quanta

II – SECTEUR DE L'ÉDUCATION

- 1) DANS LE SECTEUR DES COLLÈGES, À L'ÉGARD DU PERSONNEL DE SOUTIEN
 - 1° Reconnaissance des parties locales
 - 2° Sécurité syndicale
 - 3° Cotisations syndicales
 - 4° Libérations syndicales (sauf les libérations syndicales au plan national)
 - 5° Réunion et affichage
 - 6° Information (sauf les informations transmises par le Ministère)
 - 7° Comité des relations de travail
 - 8° Commission pédagogique
 - 9° Engagement (sous réserve de la sécurité d'emploi, des priorités d'emploi et de l'acquisition de la permanence)
 - 10° Ancienneté (sous réserve du calcul aux fins de la relocalisation)
 - 11° Mesures disciplinaires
 - 12° Congés sans traitement (sauf ceux prévus pour les congés parentaux et pour une charge publique)
 - 13° Modalités de versement du traitement

- 14° Responsabilité civile
- 15° Horaires de travail (sauf les quanta)
- 16° Travail supplémentaire (sauf les quanta)
- 17° Formation et perfectionnement (sous réserve des montants alloués)
- 18° Hygiène et sécurité
- 19° Costumes et uniformes
- 20° Mise à pied temporaire
- 21° Vacances (sauf les quanta)
- 22° Grief et arbitrage (portant uniquement sur les matières de négociation locale)
- 23° Stationnement
- 24° Caisse d'économie
- 25° Harcèlement sexuel
- 26° Jours fériés (sauf les quanta)
- 27° Travail à forfait

2) SECTEUR DES COMMISSIONS SCOLAIRES

a) À l'égard du personnel professionnel non enseignant

- 1° Communication et affichage des avis syndicaux
- 2° Utilisation des locaux de la commission scolaire
- 3° Documentation
- 4° Régime syndical
- 5° Délégué syndical
- 6° Déduction des cotisations syndicales ou de leur équivalent
- 7° Mécanismes de consultation
- 8° Engagement (sous réserve de la sécurité d'emploi, des priorités d'emploi et de l'acquisition de la permanence)
- 9° Dossier personnel et mesures disciplinaires
- 10° Renvoi et non-rengagement, bris de contrat, démission
- 11° Réglementation des absences
- 12° Congés sans traitement
- 13° Congés pour affaires relatives à l'éducation
- 14° Horaire de travail
- 15° Hygiène et sécurité

- 16° Modalités de versement du traitement
- 17° Frais de voyage
- 18° Affectation et mutation
- 19° Distribution des congés fériés
- 20° Responsabilité civile
- 21° Perfectionnement (sauf quantum et perfectionnement régional)
- 22° Grief et arbitrage (portant uniquement sur les matières de négociations locales)
- 23° Contrat d'entreprise (contrat à forfait)
- 24° Vacances (sauf quantum)
- 25° Caisse d'économie
- 26° Travail supplémentaire (sauf quanta)

b) À l'égard du personnel de soutien

- 1° Affichage
- 2° Assemblée syndicale et utilisation des locaux
- 3° Documentation
- 4° Régime syndical
- 5° Représentation syndicale
- 6° Retenue syndicale
- 7° Comité des relations de travail (participation)
- 8° Mesures disciplinaires
- 9° Congés sans traitement
- 10° Horaire de travail
- 11° Hygiène et sécurité
- 12° Modalités de versement de la rémunération
- 13° Frais de voyage
- 14° Mouvement de personnel (sous réserve de la sécurité d'emploi, de la priorité d'emploi et de l'acquisition de la permanence)
- 15° Distribution des congés fériés
- 16° Perfectionnement (sauf quantum)
- 17° Responsabilité civile
- 18° Grief et arbitrage (portant uniquement sur les matières de négociations locales)
- 19° Travail à forfait

- 20° Vacances (sauf quantum)
- 21° Caisse d'économie
- 22° Vêtements et uniformes
- 23° Temps supplémentaire (sauf quantum)

ANNEXE C

LISTE DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- La Commission des droits de la personne
- Les commissions de formation professionnelle de la main d'oeuvre
- La Commission des services juridiques
- Le conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal métropolitain
- Le conseil de la santé et des services sociaux de la région de Québec
- Le conseil de la santé et des services sociaux de la région de Trois-Rivières
- Le conseil de la santé et des services sociaux de la région d'Abitibi-Témiscamingue
- Les corporations d'aide juridique
- Hydro-Québec
- L'Office de la construction du Québec
- La Régie des installations olympiques
- La Société des alcools du Québec
- La Société des loteries et courses du Québec
- La Société de radio-télévision du Québec
- La Société des traversiers du Québec
- La Sûreté du Québec

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I	APPLICATION	(1)
CHAPITRE II	INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION	(2 à 24)
Section I:	Constitution et composition	(2 à 18)
Section II:	Fonctions	(19 à 24)
CHAPITRE III	CONVENTIONS COLLECTIVES DES SECTEURS DE L'ÉDUCATION ET DES AFFAIRES SOCIALES	(25 à 74)
Section I:	Disposition générale	(25)
Section II:	Organisation des parties	(26 à 43)
	§ 1.— <i>La partie syndicale</i>	(26 à 29)
	§ 2.— <i>La partie patronale</i>	(30 à 43)
	1. —Le secteur de l'éducation	(30 à 35)
	2. —Le secteur des affaires sociales	(36 à 41)
	3. —Le Conseil du trésor	(42 et 43)
Section III:	Le mode de négociation	(44 à 69)
	§ 1.— <i>Les stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale</i>	(44 à 51)
	§ 2.— <i>Les salaires et échelles de salaires</i>	(52 à 56)
	§ 3.— <i>Les stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale</i>	(57 à 69)
	§ 4.— <i>Les arrangements locaux</i>	(70 à 74)
CHAPITRE IV	CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LE SECTEUR DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX	(75 à 80)
CHAPITRE V	CERTAINES STIPULATIONS APPLICABLES À LA FONCTION PUBLIQUE	(81)
CHAPITRE VI	MODIFICATIONS DU CODE DU TRAVAIL	(82 à 95)
CHAPITRE VII	DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES	(96 à 101)